

Cher Cédric Villani,

Nous vous remercions de vous être déplacé à Albi, car nous avons justement des choses à vous dire.

Tout d'abord, nous avons le plaisir de vous remettre un compteur communicant Linky. Prenez-le, il est offert : c'est nous tous qui finançons, via la TURPE, leur déploiement à hauteur de 7 milliards d'euros.

Ce petit boîtier jaune rend bien des services. Il s'est révélé un merveilleux outil d'éducation populaire. Dans toute la France, il a permis une prise de conscience massive de ce que signifie le monde du big data et des algorithmes, des véhicules autonomes et de la 5G. Dès lors, initié.es par ENEDIS aux joies des objets connectés, nous sommes devenu.es particulièrement sensibles aux mensonges dont on accompagne les investissements en faveur de l'intelligence artificielle.

Par exemple, l'idée qu'elle serait une manière de créer des emplois. Soyons sérieux : l'automatisation sert à automatiser. Automatiser sert à licencier, à l'image des dizaines de milliers d'employés d'ENEDIS qui relevaient les compteurs électriques, ou à l'image de la désastreuse dématérialisation des services publics. Autre exemple : en France, le déploiement des véhicules autonomes, c'est-à-dire de la conduite par intelligence artificielle, menace directement plus de 600 000 professionnel.les (chauffeurs de bus, routiers, taxis, etc.), soit 2 % de la population active. Et ne nous ressortez pas la bonne vieille théorie de la compensation : les conducteurs licenciés auront autant de chance de créer leurs start-up de robotique que les chevaux n'en avaient de se mettre à produire des pièces automobiles.

Le problème, M. Villani, c'est aussi qu'il a fait chaud, beaucoup trop chaud à Albi en ce début de printemps. Or l'économie numérique est vorace : elle exige de produire toujours plus de processeurs, de capteurs, de serveurs, de câbles, d'antennes et d'écrans. Elle engloutit des quantités colossales d'énergie, de matières premières et de métaux. Le programme Linky est assez parlant : au nom de la transition écologique, on a commencé par bazarder 35 millions de compteurs en parfait état de marche, puis, en numérisant les réseaux, on génère des pétaoctets de données, stockées et traitées dans d'immenses entrepôts de béton qu'il faut refroidir en permanence. Vous ne pouvez l'ignorer : à l'échelle du globe, ces fameux data centers rejettent déjà autant de CO2 dans l'atmosphère que la totalité du transport aérien. A ce stade, peut-on encore parler d'intelligence, même artificielle ?

Enfin, qu'il s'agisse d'e-médecine, de maisons communicantes ou de voitures connectées, ce monde, qui fait de nos vies un grand réservoir à big data, est inacceptable pour une raison simple : il s'appuie sur le réseau 5G qui, plus encore que les précédents, menace directement notre santé. Nous refusons que tous les êtres vivants soient massivement exposés à des champs électromagnétiques d'une telle puissance pour faire fructifier l'industrie de l'électronique et les fortunes des Silicon Valley mondiales.

Nous luttons pour la sobriété et la justice sociale. Si vous souhaitez employer votre curiosité intellectuelle et votre goût pour les sciences, tout en pérennisant votre carrière politique, n'hésitez pas, M. Villani, à rejoindre les rangs de l'écologie radicale et de l'anticapitalisme dont nous pensons, étant donnés les enjeux actuels, qu'ils constituent les filières d'avenir les plus populaires et les plus novatrices.

Cordialement,

Un cloud d'opposant.es à la Start-up Nation

IA, 5G, Linky : innover pour aggraver la crise sociale et écologique

Depuis quelques années, les élites françaises et mondiales se prosternent devant une nouvelle idole : l'intelligence artificielle (IA). A peine élu, Macron en a fait une priorité : il commande un rapport à Cédric Villani, mathématicien opportuniste qui vient de rejoindre son parti, et débloque un milliard et demi d'euros pour financer la recherche dans ce domaine. Car l'IA serait l'avenir de l'économie numérique, donc de la croissance. Il semble plus important d'investir là-dedans que dans l'éducation de nos enfants, pour lesquels il y a si peu d'argent que la réforme en cours (celle du ministre Michel Blanquer) prévoit de fusionner écoles et collèges, de confier des heures d'enseignement à des surveillants et de faciliter les « expérimentations pédagogiques », notamment celles recourant aux outils numériques (comme les « didacticiels ») qui pourront se substituer aux surveillants une fois que ces derniers auront remplacé les profs.

Invité par l'association Ecoter (pas pour écologie, mais pour « économie et territoire »), le lobby des milieux d'affaires tarnais, Villani vient défendre l'IA ce jeudi 4 avril 2019 à l'Ecole des Mines d'Albi. Nous qui préférons les enfants intelligents aux machines soi-disant intelligentes, nous nous rassemblons à Albi pour alerter sur les nuisances de l'IA et du monde qui va avec.

Intelligence artificielle, automatisation du travail et chômage de masse

De l'avis des chercheurs, il est difficile de définir l'IA, qui relève pour certains du mythe. Mais les applications ne laissent guère de doute sur son rôle. Traduction automatique, voiture autonome, traitement de données automatisé, etc. : il s'agit d'automatiser, c'est-à-dire de remplacer les humains par des machines informatiques qui imitent les capacités intellectuelles humaines de calcul, d'interprétation, de prise de décision, etc. De même qu'un bras artificiel sert à remplacer un bras naturel, l'IA sert à remplacer l'intelligence humaine nécessaire à l'effectuation de certaines tâches.

L'IA ne fait donc qu'actualiser l'une des plus vieilles stratégies capitalistes : partout où la main-d'œuvre est trop chère, indocile ou combative, l'intérêt des entrepreneurs est de délocaliser la production ou de l'automatiser en remplaçant les travailleurs par des machines. Certes, ces machines supposent d'investir de plus gros capitaux (elles renforcent donc le pouvoir du capital face au travail), mais elles permettent de faire plus de profit et, surtout, de se mettre à l'abri de la contestation sociale. Selon un historien spécialiste du progrès technologique, l'automatisation des machines-outils dans les années 1970 (période de forte contestation) visait moins à augmenter la productivité qu'à court-circuiter les ouvriers potentiellement rebelles, afin que la direction puisse mieux contrôler la production (1).

Une fois saisi ce principe du soi-disant « progrès » capitaliste, on comprend que le chômage de masse dont nous souffrons aujourd'hui, loin d'être un phénomène « naturel », est le produit artificiel de politiques rendant possibles les délocalisations (c'est la politique néolibérale de mondialisation depuis les années 1980) et l'automatisation de la production (c'est la politique d'innovation technologique, plus vieille encore). Il ne faut pas se laisser bernier par les promesses des promoteurs de l'IA : loin de créer des emplois, elle servira surtout à en détruire, comme les vagues précédentes d'innovations scienti-fric. Pour un emploi d'ingénieur créé dans la start-up Nation de Macron, elle en détruira 10 ou 1000 dans les classes moyennes et inférieures. Selon certaines analyses, c'est 50% des emplois, voire plus, qui seraient menacés à terme par l'IA !

Intelligence artificielle, Big data et Big Brother

Une telle casse sociale, on l'imagine, suscitera une révolte encore plus forte que celle des Gilets Jaunes. Il faudra donc, en parallèle, accroître la surveillance et la répression de la population. C'est déjà en marche, mais l'IA sera aussi utile à cette fin. Car dans cette expression, « l'intelligence » doit être prise au sens anglais du terme (espionnage, comme dans

CIA : Central Intelligence Agency). Comme l'explique Villani dans son rapport, l'IA ne pourra être efficace qu'à condition de disposer d'un maximum de données. Il y préconise donc de lever tous les freins à leur collecte, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le Big data. Le lien entre IA, Big data et flicage ressort clairement quand on regarde qui investit là-dedans : les GAFA (notamment Facebook et Apple), ces multinationales du numérique qui se remplissent les poches en vendant nos données personnelles aux publicitaires et autres officines de manipulation de l'opinion ; l'armée américaine, qui y a investi 18 milliards en 3 ans pour réaliser des avions sans pilote ; les services de police américains, pour prévoir où et quand des délits pourraient être commis, ou mesurer les chances de récidives...

Pour collecter toutes ces données, il va falloir des capteurs et des antennes partout. La « voiture autonome » suppose la 5G, c'est-à-dire des antennes tous les 100 mètres en ville et plus de 20 000 satellites. De même, Enedis transforme nos compteurs électriques en « capteurs connectés », dits Linky. Ils lui permettront d'automatiser le relevé des compteurs et les coupes de courant pour les pauvres, mais aussi de collecter une foule d'informations sur notre vie privée, via les équipements électriques dont nous disposons. Pour exploiter ces milliards de données, il lui faudra de l'IA sous forme d'algorithmes explorant ces données afin d'en extraire celles qui pourront être revendues. Intrinsèquement liée au Big Data, l'IA sera forcément liberticide.

L'intelligence artificielle en marche pour foncer dans le mur

L'IA sert à automatiser et surveiller, mais ce n'est pas tout : tous les dispositifs ayant recours à l'IA aggraveront aussi le désastre écologique. Car ils supposent une augmentation infinie de la production de matériel informatique : ordinateurs, antennes 5G, data center, etc. Tout cela implique une croissance abyssale de la consommation d'énergie et de métaux, donc de la production minière, base de l'économie numérique comme de toute industrie. De ce point de vue, venir parler d'IA dans une Ecole des Mines est on ne peut plus significatif. Car l'industrie minière est la plus polluante du monde, tant par ses émissions de CO2 que par les catastrophes irréversibles qu'elle entraîne régulièrement (pensons aux barrages de déchets qui cèdent). Loin d'être « immatérielle », l'économie numérique est aussi très polluante car les appareils qu'elle produit et que nous jetons de plus en plus vite sont impossibles à recycler tant ils sont miniaturisés. Bref, elle est un facteur de plus dans la fuite en avant vers le désastre écologique, qui s'accélère de jour en jour.

Ce n'est pas faute d'avoir été prévenus. Depuis plus de cinquante ans, des millions de gens tirent la sonnette d'alarme. Ils rappellent un principe simple : une croissance illimitée est impossible sur une planète aux ressources limitées. Ce principe qu'un enfant peut saisir, Macron, Villani et les entrepreneurs d'Ecoter ne l'ont pas compris. Ou plutôt, ils s'assoient dessus, emprisonnés dans leurs raisonnements économiques à court terme et aveuglés par les colonnes de chiffres auxquelles la réalité se résume selon eux. A moins qu'ils n'espèrent avoir assez de fric pour se mettre à l'abri des pires effets de la catastrophe – ce qui est malin, à défaut d'être intelligent.

Avec des classes dirigeantes aussi méchamment stupides et myopes, on pourrait se réjouir du développement de l'IA, en imaginant qu'elle pourrait pallier leur déficit mental. Mais ce serait se mettre le doigt dans l'oeil. Car l'intelligence artificielle, ce n'est qu'une aveugle capacité de calcul. Comme le rappelle le créateur du programme de dialogue automatique ELIZA, dont on équipe actuellement des robots pour tenir compagnie aux personnes âgées esseulées (autre « progrès social » que promet l'IA), son programme ne comprend rien, il ne fait que calculer les chances que telle réponse programmée corresponde plus que telle autre à telles informations perçues (ce qu'exprime la personne). Or, l'intelligence dont nous avons besoin est celle qui permet de voir la réalité en face et les limites qui la caractérisent, et de savoir s'arrêter avant qu'il ne soit trop tard.

Face à la crise sociale et écologique, nul besoin d'intelligence artificielle, mais d'intelligence humaine. Non à la start-up nation !

Des gilets jaunes du Tarn et des membres du collectif Ecran Total contre l'informatisation et la gestion

(1) Lire ce petit livre à rebours des idées reçues : David Noble, *Le progrès sans le peuple*, 2016.